



Gouvernement des Grands Lacs  
Gouvernement de la Région des Grands-Lacs  
COCAFEM/GE



Affaires mondiales  
Canada

Global Affairs  
Canada



Direction de  
qualité pour les  
jeunes



CECI

## TERMES DE REFERENCES POUR UN APPEL D'OFFRE D'UNE RADIO ET/OU TÉLÉVISION POUR la RÉALISATION DES CAMPAGNES MÉDIATIQUES

### 1. Introduction.

Le projet ÉDUFAM (Éducation des filles pour un avenir meilleur) est un projet qui vise l'autonomisation accrue par l'éducation des filles, des adolescentes et des femmes (f/a/F) victimes des conflits, notamment les réfugiées /déplacées/retournées et personnes handicapées (RDRH).

Plus spécifiquement, le projet souhaite accroître l'accès équitable et le maintien des filles et des adolescentes (f/a) les plus vulnérables, notamment les RDRH dans une éducation sécuritaire, de qualité et inclusive de niveau primaire et secondaire; améliorer la prestation équitable d'une éducation formelle et d'une formation par apprentissage novatrices, sûres, de qualité, axées sur l'égalité des genres pour les f/a/F les plus vulnérables, dont les RDRH et accroître la voix et le leadership des f/a/F les plus vulnérables dans les processus décisionnels qui les concernent et la revendication de leur droit à l'éducation. Ce projet est financé par le gouvernement du Canada (à travers Affaires Mondiales Canada) avec une contribution technique et financière du consortium formé par les ONG canadiennes FPGL et CECI. Le projet est exécuté dans la région des grands lacs au CONGO, BURUNDI et au RWANDA. Au niveau local, chaque membre du consortium a aligné des partenaires de mis en œuvre locaux tous membres de la COCAFEM/GL qui assure la coordination du projet. Au Burundi, le projet est mis en œuvre par le Collectif des associations et ONG féminines du Burundi (CAFOB).

### 2. Contexte et justification de l'activité.

Le projet vise comme résultat ultime une autonomisation accrue par l'éducation des filles, des adolescentes et des femmes victimes des conflits, notamment les réfugiées/déplacées/retournées et handicapées (RDRH), dans la région des Grands Lacs.

Le projet travaille à accroître l'accès équitable et le maintien des filles et des adolescentes les plus vulnérables, notamment les RDRH, dans une éducation sécuritaire, de qualité et inclusive (résultat 1100), en plus d'assurer une prestation équitable améliorée d'une éducation formelle et non formelle novatrice, sûre, de qualité, axée sur l'égalité des genres pour les filles,

*mg*

adolescentes et les femmes les plus vulnérables, dont les RDRH. Le projet est exécuté dans la province de Muyinga, plus précisément dans le camp des réfugiés de GASORWE et dans la communauté environnante du camp. Différentes approches et stratégies sont utilisées dans la mise en œuvre de ce projet. L'une des stratégies utilisée est la sensibilisation de la population à grande échelle pour contribuer à l'atteinte des résultats.

En effet, pour réduire les obstacles sociaux et culturels à l'éducation des filles, le projet EDUFAM voudrait renforcer les efforts de mobilisation et renforcement d'acteurs communautaires via des campagnes de communication qui viendront en appui à l'approche basée sur les contrats sociaux mise en place dans les zones d'intervention, pour impliquer davantage et stimuler le leadership des communautés dans leur ensemble pour une prise de conscience critique qui mène à un changement durable dans la réduction des obstacles à l'éducation des filles et adolescentes (f/a), incluant la réduction des VSBG. Cette approche est en faveur de la protection des droits des f/a et la primauté de l'éducation. Elle constitue un levier pour des changements durables de comportements au sein des communautés, visant à promouvoir l'éducation des f/a et assurer la pérennité du projet et ce spécifiquement dans des zones fragiles et affectées par des conflits. Ces contrats sociaux joueront également en faveur de la réintégration des enfants et adolescents, surtout des f/a, à l'école suite aux périodes de fermeture des écoles.

D'où la mobilisation communautaire et familiale envisagée via des campagnes (médiatiques, digitales, communautaires et scolaires) est propice pour réduire les risques de violence, les mariages d'enfants et grossesses précoces et non-désirées et les risques de décrochage notamment lors de la transition du primaire au secondaire.

C'est dans ce cadre que CAFOB lance un avis d'appel d'offre pour le recrutement d'une radio et /ou télévision capable d'organiser des campagnes médiatiques de sensibilisation sur les obstacles et barrière socioculturelles à l'éducation des filles qui empêchent le maintien des filles à l'école. En plus, cette radio et/ou télévision pourrait assurer la sensibilisation médiatique à grande échelle lors des différentes journées dédiées aux droits des femmes en rapport avec les 16 jours d'activisme, la journée internationale de la femme (JIF)...

### 3. Objectif

- ✓ Assurer la sensibilisation de la population sur les obstacles et barrières pour le maintien des filles à l'école.
- ✓ Sensibilisation médiatique à l'occasion des journées dédiées à la femme

### 4. Description des taches

1. Produire et diffuser de deux spots d'une minute.

*Handwritten signature*

2. Animer trois émissions/ débats Radiotélévisés
3. Faciliter l'organisation un point de presse
4. Animer un atelier média
5. Organiser deux séances de sensibilisations de masse à l'occasion des différentes journées dédiées aux droit de la femme (i.e 16 jrs d'activisme, 8 mars...) sur base des thèmes circonstanciels

#### 5. Profil / Conditions à remplir pour le medium candidat

1. Avoir une couverture médiatique avérée dans la zone de mise en œuvre du projet, en l'occurrence la commune de Gasorwe
2. Avoir une expérience dans la production et la diffusion des spots, émissions, point de presse, atelier média ou autres formes publicitaires.

#### 6. Autorité contractante

CAFOB – Asbl

Rue de la Mission, N°33

B.P. 561 Bujumbura – Burundi

Téléphone fixe: (257) 22 21 84 09/ 22 21 77 58

#### 7. Monnaie :

Le marché est conclu en Francs Burundais.

#### 8. Modalités et délais de soumission des offres.

Les fournisseurs potentiels intéressés peuvent déposer leurs offres comprenant : une offre technique montrant l'expérience dans ce domaine et une offre financière précisant les prix selon les livrables à fournir. Cet avis d'appel d'offre peut être consulté au siège du CAFOB sise Avenue de la Mission numéro 33 Tél. :22217758 ou sur son site web [www.cafobburundi.org](http://www.cafobburundi.org)

L'offre avec la mention suivante : "APPEL D'OFFRE D'UNE RADIO/TÉLÉVISION POUR LES CAMPAGNES MÉDIATIQUES" est à déposer sous plis fermé au siège du CAFOB sise Avenue de la Mission numéro 33 ou à l'adresse électronique : [cafob.cafob1@yahoo.fr](mailto:cafob.cafob1@yahoo.fr) en copie [nijembazie@yahoo.fr](mailto:nijembazie@yahoo.fr) au plus tard jeudi le 15 /9/2022 à 16 heure.

Fait à Bujumbura, le 02 /09 / 2022

Espérance NIJEMBAZI

Représentante Légale de CAFOB.

B. P. 561 BUJUMBURA

Collectif des Associations  
et ONGs Féminines du BURUNDI